



COMMUNIQUE

Paris, le 13 février 2025

Dans le cadre des travaux du Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle (IA) du gouvernement, Force Ouvrière (FO) a organisé une journée dédiée aux enjeux de l'IA et du monde du travail. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de la confédération FO de porter un regard critique et constructif sur l'impact croissant de l'IA sur les conditions de travail des salariés. Les fédérations FO, à savoir la Fédération de l'Administration Générale de l'État (FAGE-FO, fédération du syndicat national des techniciens supérieurs du ministère en charge de l'agriculture – SNTMA-FO) et la Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services de Force Ouvrière (FEETS-FO, fédération du syndicat national des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement – SNIAE-FO), ont d'ailleurs envoyé une délégation FO Agriculture pour participer activement à cette réflexion.



Revenons ici sur les principaux enseignements de cette journée, qui mettent en lumière les défis éthiques, sociaux et juridiques soulevés par l'introduction de l'IA dans tous les secteurs du travail :

- L'IA représente une révolution industrielle qui entraîne des progrès économiques indéniables, mais il est essentiel qu'elle soit accompagnée de progrès sociaux. L'utilisation de l'IA dans des domaines comme le recrutement, le management (stratégique, de proximité...), et les opérations de logistique, comme chez Amazon, entraîne des questions éthiques et sociales majeures. Si les machines prennent des décisions ou dictent des actions, cela peut entraîner une perte de contrôle et une dépendance accrue au système technologique et énergétique.
- La généralisation de l'IA dans le monde du travail soulève des enjeux centraux pour les syndicats FO, qui doivent faire garantir la place de l'humain en préservant ses droits, sa santé physique et psychologique.
- Les syndicats FO doivent impérativement se positionner sur ces enjeux en défendant des principes clairs, notamment en matière de prise de décision et de gestion des tâches y compris la surveillance des travailleurs. Cela inclut des discussions sur l'éthique de l'IA et sur les risques (discrimination, manipulation émotionnelle...) à travers les algorithmes. Les syndicats FO doivent aussi intervenir pour définir des mécanismes de dialogue social afin de garantir une négociation transparente sur les usages de l'IA et son impact sur les conditions de travail.
- Il est également essentiel d'aborder la conception des outils IA, en s'assurant qu'ils intègrent des dispositifs de vérification de leur contenu et fonctionnement par les syndicats et de sécurité, comme des boutons d'arrêt d'urgence, pour protéger les travailleurs. Cette dimension de sécurité, présente dans d'autres secteurs comme l'industrie automobile, doit également être prise en compte dans l'IA.
- En parallèle, les syndicats FO doivent plaider, au sein de leurs secteurs et entreprises, pour la mise en place de réglementations claires, s'appuyant sur le Règlement général sur la protection des données (RGPD), afin d'encadrer l'utilisation des données personnelles et d'éviter les dérives. Ils doivent également insister sur le Règlement européen concernant l'IA, afin d'identifier les IA à risque, et la directive « Plate-formes », afin d'appliquer les droits du travail aux salariés en interaction avec des IA, comme pour Uber, par exemple.
- Il est essentiel que les syndicats FO négocient des accords professionnels prenant en compte la formation, la santé et les conditions de travail des salariés dans ce contexte de transformation technologique.
- Enfin, une impulsion politique est nécessaire pour garantir que cette révolution numérique ne soit pas seulement une avancée économique, mais aussi un progrès social. Les syndicats FO ont donc un rôle fondamental à jouer pour que l'IA soit déployée dans le respect des droits des travailleurs, tout en contribuant à un avenir plus équitable et durable.